

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Le moment de la vérité du G-20

Au moment où l'OMC prévoit une baisse éventuelle de 9 % du commerce mondial en raison du ralentissement de l'économie, on nourrit de plus en plus de doutes à l'égard de ce que l'organisation est capable de réaliser cette année, si ce n'est de contrôler les mesures protectionnistes qui sont mises en place par les pays membres du G-20. À une semaine du deuxième sommet du G-20, il semble qu'il ne sera pas facile de recueillir le ferme soutien qui s'impose pour conclure les modalités cette année. En fait, le bureau du représentant au Commerce américain a répété à l'envi qu'il a besoin de plus de temps pour réévaluer le train de mesures de Doha et la position des États-Unis pour aller de l'avant. On peut affirmer, sans devoir craindre de se tromper, que le nouveau gouvernement disposera d'au moins un mois pour le faire, pendant que le reste de l'OMC attend que l'Inde soit prête avant d'essayer de remettre la machine en route et d'accélérer le processus qui aboutira – peut-être – à une autre conférence ministérielle en juillet.

Le plan de M. Lamy subit un revers à Washington

Il semblerait que la visite que le DG a rendue à Washington n'ait pas exactement été couronnée de succès. M. Lamy a rencontré divers membres du gouvernement Obama et des membres du Congrès les 23 et 24 mars pour argumenter en faveur de la conclusion du Cycle de Doha. Parmi les personnes qu'il a rencontrées figuraient l'USTR Ron Kirk; le secrétaire du Trésor, Timothy Geithner; le président du House Ways and Means Committee, Charles Rangel; Chuck Grassley du Comité des finances du Sénat; le membre du Congrès, Dave Camp; le sénateur Sandy Levin et les représentants commerciaux, John Engler, président de la National Association of Manufacturers; Bob Stallman de la American Farm Bureau Federation et Robert Vastine de la Coalition of Services Industries.

La plupart sont convenus que le Cycle de Doha demeure important pour les États-Unis, tout en faisant entendre de graves préoccupations à l'égard de ce qui sert actuellement de base aux futures négociations, c'est-à-dire le quatrième projet révisé des textes qui a été diffusé en décembre dernier. Les représentants commerciaux ont déclaré à M. Lamy qu'ils ne croient pas que l'on puisse parvenir à un accord sur la base de ces textes. « Nous ne dressons pas de barrages. Mais ce que nous voulons, c'est que l'on produise des résultats. » Car après, tout, ont-ils dit à M. Lamy, ce sont eux « les organismes qui devront le faire adopter par le Congrès ».

Les membres du Congrès ont également fait écho à ces préoccupations en faisant valoir à M. Lamy que le Congrès et le gouvernement Obama ont besoin de suffisamment de temps « pour examiner ces questions » et élaborer une stratégie de négociation. Le sénateur Levin a expliqué au DG qu'il pourrait falloir « peut-être des semaines, peut-être des mois avant que l'on accepte de participer aux négociations lorsqu'elles auront repris ». Le sénateur Grassley a lancé une mise en garde contre l'idée de M. Lamy de reprendre les choses au point où elles avaient été laissées, en déclarant « il n'en est pas question ».

La nouvelle équipe a besoin de plus de temps

Après avoir été confirmé dans ses fonctions le 18 mars, le nouvel USTR Ron Kirk est toujours en train de réunir son équipe. Jason Hafemeister, un ancien sous-adjoint de l'USTR pour l'agriculture de 2002 à 2007, qui a aidé M. Kirk à se préparer à son audition, devrait selon les rumeurs remplacer Joe Glauber comme négociateur principal en agriculture pour les pourparlers à l'OMC. Lors d'entretiens avec d'autres ministres du Commerce, M. Kirk a déclaré que les États-Unis auraient besoin de quelques semaines pour revoir leur position et élaborer une nouvelle stratégie. M. Kirk a certes déclaré qu'il ne « souhaite pas enfourcher l'ancienne monture », mais il a également confirmé qu'il ne « souhaite pas revenir à la case départ ». En outre, des personnes proches de l'USTR ont signalé que M. Kirk est fermement convaincu qu'il ne serait pas sage que M. Lamy convoque les ministres à Genève en juillet pour conclure un accord sur l'agriculture et l'AMNA. M. Kirk est d'avis qu'en plus des États-Unis, l'Inde et le Japon auront également besoin de plus de temps pour arrêter leur stratégie avant qu'une conférence ministérielle puisse être convoquée. En fait, il est peu probable que l'Inde ait fini de constituer un gouvernement avant juin, et l'on sait que le Japon traverse une grave crise économique et politique qui a ébranlé le gouvernement actuel. Selon les mêmes personnes bien placées, M. Kirk a examiné en privé l'idée de mettre la ministérielle de juillet « en veilleuse » avec ses homologues des deux pays.

Une dose de réalisme

Le premier ministre britannique, M. Gordon Brown, qui a invité M. Lamy à assister au sommet du G-20, ne mentionne plus la nécessité de conclure le Cycle de Doha cette année; bien au contraire, il a fait observer que pour y parvenir, il faudrait « des négociations très difficiles et délicates ». M. Brown parle désormais de la nécessité de garantir que des crédits soient disponibles pour les pauvres du monde et de s'abstenir de mettre en œuvre de nouvelles mesures protectionnistes. Il a à présent invité M. Lamy à présenter un rapport sur les mesures protectionnistes adoptées par les 20 pays depuis leur déclaration du 15 novembre 2008 et de « continuer à suivre ce protectionnisme et de nous en faire rapport périodiquement ».

Le remplaçant de M. Falconer

C'est lui un jour, ce n'est plus lui le lendemain; c'est le genre d'information « clignotante » que les diplomates entendent au sujet de la candidature de l'ambassadeur du Brésil auprès de l'OMC, M. Roberto Azevedo, qui souhaite devenir le prochain président des négociations sur l'agriculture. Aux dernières nouvelles, tous les principaux pays, notamment les États-Unis, l'UE, le Japon et l'Afrique du Sud se sont opposés à la candidature de M. Azevedo, en raison de la position adoptée par le Brésil en tant qu'un des acteurs clés de l'OMC. On est d'avis que dans cette situation, le Brésil ne peut pas diriger à la fois le G-20 et le pilier essentiel du PDD; tout ceci semble indiquer que c'est l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande, M. David Walker, qui remplacera M. Falconer à la barre de l'organe de négociation de l'agriculture.

Prochains événements

- Deuxième conférence du G-20, 2 avril 2009 (Londres)
- Conseil général, 27-28 mai, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Nomination officielle du DG de l'OMC, 31 mai 2009
- Élections générales en Inde, mai 2009 (au plus tard)
- Élections de l'UE, 7 juin 2009
- Conférence ministérielle de l'OCDE, 24-25 juin 2009 (Paris)
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (La Maddalena, Italie)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009

***Genève en bref* est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations sur l'agriculture à l'OMC.**

Pour obtenir de plus amples renseignements ou faire des commentaires, veuillez visiter : www.fermesetaliments.ca

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1496-9254